

Sujet : [INTERNET] Dossier SARL AVIREX à REXPOËDE

De : Simon Coutel <simon.coutel@neuf.fr>

Date : 28/01/2021 13:32

Pour : pref-installations-classees@nord.gouv.fr

Monsieur le Préfet des Hauts-de-France,

Je vous fais part de mon opposition à l'implantation, par la SARL AVIREX, d'un élevage avicole à Rexpoède.

Vous trouverez mes arguments en pièce jointe.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet des Hauts-de-France, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

Le 28 janvier 2021 à Lille,

Simon COUTEL

—Pièces jointes :—

Rexpoède_AVIREX_consultation.odt

26,6 Ko

Monsieur le Préfet des Hauts-de-France,

Par ce courrier, je vous fais part de mon opposition à l'implantation par la SARL AVIREX d'un élevage avicole à Rexpoëde, voici mes raisons :

Point A

-Dans le dossier de demande d'enregistrement, le porteur de projet Monsieur Ludovic DESMYTTERE, demande l'agrandissement d'une exploitation qui, in facto, n'existe pas, cette agrandissement prévoit trois schémas différents (schéma « poulet » : production de poulets de chair ; schéma « dinde lourde femelle », production de dindes lourdes femelles ; schéma « dinde lourde » : production de dindes lourdes mâles et femelles) sans préciser, ni les fréquences des différents schémas, ni les raisons de tel ou tel choix. Ce flou ne permet donc pas de pouvoir prévoir quels seront les impacts environnementaux et sanitaires de son activité.

-Le porteur de projet, Monsieur Ludovic DESMYTTERE, compte implanter son exploitation avicole la parcelle B579 cédée par sa mère, Madame Françoise DESMYTTERE, en reprenant en totalité l'EARL de son père, Monsieur Bernard DESMYTTERE le 1er juin 2020 autrefois agriculteur céréalier. Monsieur Ludovic DESMYTTERE n'a jamais eu à gérer le moindre élevage avicole et demande, dans son dossier en ce qui concerne le schémas « poulets de chair », de commencer d'exploiter avec une densité 38 kg/m². Or, l'annexe II de la transposition en droit français de la directive européenne 2007/43/CE du Conseil du 28 juin 2007 fixant des règles minimales relatives à la protection des poulets destinés à la production de viande est clair, la densité maximale est de 33kg/m². Les conditions d'augmentation de densité sont toutes aussi précises :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000022415200/>

Article III :

Exigences applicables à l'élevage des poulets.

1. Tous les poulaillers doivent respecter les exigences énoncées à l'annexe I. Tous les lots abattus sont soumis, à l'abattoir, au suivi tel que prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe III.
2. La densité d'élevage maximale dans une exploitation ou dans un poulailler d'une exploitation ne dépasse à aucun moment 33 kg/m².
3. Par dérogation au paragraphe 2, une densité d'élevage plus élevée est autorisée, à condition que, outre les exigences définies à l'annexe I, le propriétaire ou l'éleveur respecte les exigences énoncées à l'annexe II et au paragraphe 1 de l'annexe III.
4. Lorsqu'une dérogation est accordée au titre du paragraphe 3, la densité d'élevage maximale dans une exploitation ou dans un poulailler d'une exploitation ne doit à aucun moment dépasser 39 kg/m².
5. Lorsque les critères fixés à l'annexe V sont remplis, la densité d'élevage maximale visée au paragraphe 3 peut être augmentée, tout en ne dépassant à aucun moment 42 kg/m².

Paragraphes 2 et 3 de l'annexe III :

2. Inspection post mortem

Dans le cadre des contrôles effectués conformément au règlement (CE) n° 854/2004 susvisé, le vétérinaire officiel de l'abattoir évalue les résultats de l'inspection post mortem afin de détecter d'autres signes éventuels de carences en matière de bien-être, tels que des niveaux anormaux de dermatite de contact, de parasitisme et de maladie systémique dans l'exploitation ou le poulailler de l'exploitation d'origine.

3. Communication des résultats

Si le taux de mortalité visé au point 1 ou les résultats de l'inspection post mortem visés au point 2 correspondent à une carence en matière de bien-être des animaux, le vétérinaire officiel communique les données au propriétaire ou à l'éleveur des animaux et à l'autorité vétérinaire départementale du lieu d'élevage des animaux. Le propriétaire ou l'éleveur des animaux ainsi que l'autorité vétérinaire départementale prennent des mesures appropriées.

Annexe II :

1. Le propriétaire ou l'éleveur communique à l'autorité vétérinaire du département où se trouve son élevage son intention d'augmenter la densité d'élevage pour qu'elle soit supérieure à 33 kg/m² de poids vif. Il indique la valeur maximale qu'il s'engage à respecter et informe l'autorité vétérinaire départementale de toute modification de cette densité d'élevage dans un délai d'au moins quinze jours avant l'installation du troupeau dans le poulailler.

Si l'autorité vétérinaire le demande, il transmet dans le même temps un document résumant les informations

contenues dans la documentation prévue au point 2.

2. Le propriétaire ou l'éleveur conserve et rend accessible dans le poulailler une documentation décrivant en détail les systèmes de production. Cette documentation comprend en particulier des informations sur les modalités techniques relatives au poulailler et à son équipement comme :

- a) Un plan du poulailler précisant les dimensions des surfaces occupées par les poulets ;
- b) Des informations concernant les systèmes de ventilation et, le cas échéant, de climatisation et de chauffage, y compris leur localisation, un schéma du système de ventilation indiquant les paramètres de qualité de l'air visés, par exemple, débit d'air, vitesse et température ;
- c) Des informations concernant les systèmes d'alimentation et d'abreuvement et leur localisation ;
- d) Des informations concernant les systèmes d'alarme et les systèmes de secours en cas de panne d'un équipement automatique ou mécanique indispensable à la santé et au bien-être des animaux ;
- e) Le type de revêtement de sol et la litière normalement utilisés ;
- f) Les caractéristiques du programme lumineux habituellement utilisé.

Cette documentation est mise à la disposition de l'autorité vétérinaire à sa demande et tenue à jour. Il convient, en particulier, d'y consigner les inspections techniques réalisées sur les systèmes de ventilation et d'alarme.

Le propriétaire ou l'éleveur communique sans tarder à l'autorité vétérinaire du département où se trouve son élevage tout changement par rapport à cette description du poulailler, de l'équipement ou des procédures qui est susceptible d'avoir une incidence sur le bien-être des volatiles.

B. Contrôle des paramètres environnementaux

Le propriétaire ou l'éleveur veille à ce que chaque poulailler de l'exploitation soit équipé de systèmes de ventilation et, si nécessaire, de chauffage et de climatisation, conçus, fabriqués et fonctionnant de manière que :

- a) La concentration en ammoniac (NH_3) ne dépasse pas 20 ppm et la concentration en dioxyde de carbone (CO_2) ne dépasse pas 3 000 ppm selon des mesures prises au niveau de la tête des poulets ;
- b) Lorsque la température extérieure mesurée à l'ombre dépasse 30 °C, la température intérieure ne dépasse pas cette température extérieure de plus de 3 °C ;
- c) L'humidité relative moyenne mesurée à l'intérieur du poulailler sur une période de quarante-huit heures ne dépasse pas 70 %, lorsque la température extérieure est inférieure à 10 °C.

Paragraphe 1 de l'annexe III :

1. Mortalité

- a) En cas de densité d'élevage supérieure à 33 kg/m², les documents accompagnant le troupeau mentionnent la mortalité journalière et le taux de mortalité journalier cumulé, calculé par le propriétaire ou l'éleveur, ainsi que l'hybride ou la race des poulets.
- b) Sous le contrôle du vétérinaire officiel de l'abattoir, ces données, ainsi que le nombre de poulets de chair morts à l'arrivée, sont enregistrées en précisant le nom de l'exploitation et le poulailler au sein de celle-ci. La plausibilité des données et du taux de mortalité journalier cumulé est vérifiée en tenant compte du nombre de poulets de chair abattus et du nombre de poulets trouvés morts à l'arrivée à l'abattoir.

Annexe V

a) Le contrôle de l'exploitation réalisé par l'autorité vétérinaire départementale au cours des deux dernières années n'a révélé aucune irrégularité à l'égard des exigences du présent arrêté ;

b) La gestion, par le propriétaire ou l'éleveur, de l'exploitation est réalisée appliquant des guides de bonnes pratiques lorsqu'ils existent ;

c) Dans au moins sept troupeaux consécutifs d'un bâtiment contrôlés ultérieurement, le taux de mortalité journalier cumulé est inférieur à 1 % + (0,06 % multipliés par l'âge d'abattage du troupeau exprimé en jours). En l'absence de contrôle de l'exploitation réalisé par l'autorité vétérinaire au cours des deux dernières années, au moins un contrôle devra être effectué pour vérifier si l'exigence prévue au point a est respectée.

Vu le point a) de l'annexe V, vu l'inexpérience du porteur de projet comment peut-on s'assurer d'un taux de mortalité inférieur à 3,1% ($1\% + 0,06\% \times 35$ jours) par troupeau de poulet sur sept bandes consécutives (un an d'exploitation) ?

Le projet de Monsieur DESMYTTERE n'est pas conforme à la réglementation en vigueur.

Point B

Rexpoëde et les communes concernées par l'épandage des effluents d'élevage sont déjà vulnérables aux nitrates. L'[arrêté préfectoral n° 2015072-0006 du 13 mars 2015](#) portant sur la désignation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Artois-Picardie nomme la commune de Noordpeene (Annexe page 3/10). La pression agricole ne cesse d'augmenter avec l'implantation ou l'extension d'élevages

intensifs dans notre région, nous pouvons légitimement se demander quel sera l'état des cours d'eau, des sols et des nappes phréatiques dans les années à venir.

Point C

L'État s'est engagé, selon les accords de Paris signés en 2015, à atteindre "une baisse de 40 % des émissions en 2030 par rapport à leur niveau de 1990 ". Le jeudi 19 novembre 2020, l'État français a été mis en demeure par le Conseil d'État, plus haute juridiction administrative française, d'agir pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre et de justifier dans un délai d'un trimestre sa politique climatique en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

<https://www.i-care-consult.com/2020/12/01/letat-est-il-contraint-par-le-conseil-detat-de-prendre-toutes-les-mesures-utiles-permettant-dinfléchir-la-courbe-des-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre/>

De même que pour les nitrates, il faut s'attendre à ce que les GES augmentent dans les années à venir avec le nombre croissant d'implantations ou d'extensions d'élevages intensifs.

Point D

L'absence de laveur d'air et/ou de filtre ne peut plus se justifier aujourd'hui. A juste titre, nous pouvons nous inquiéter des émissions de NH3 (ammoniac) gaz précurseur des particules fines. Voici une vidéo expliquant les risques pour la santé des particules fines par le Docteur Jean-Michel Jedraszak (mars 2017) :

<https://www.youtube.com/watch?v=AgCXk-8jflk>

Il faut savoir que les particules les plus fines sont les plus dangereuses et sont capables de se transporter dans l'air à des centaines de kilomètres du point d'origine des émissions de NH3.

Les données d'ATMO nous donnent un aperçu de l'état des pollutions atmosphériques des communes de notre région, le facteur limitant (celui le plus élevé) est bien souvent le PM 2,5, c'est-à-dire les particules fines et très fines. En entrant le code commune dans ce lien vous pouvez consulter l'état des lieux pour chaque communes de HdF pour chaque jour depuis le 1er janvier 2021, sachant qu'en ce moment les conditions météorologiques sont favorables à moindre pollution, il faut se projeter, non seulement dans la perspective d'un nombre jamais atteint d'élevages intensifs dans les HdF, mais aussi dans celle de conditions favorables à la pollution (anticycloniques, fortes chaleurs) pour s'inquiéter de santé des populations de notre régions. Les particules fines participent au décès de 48 000 personnes/an en France. L'ammoniac provient à 94% de l'agriculture et 75% de ces 94% proviennent de l'élevage intensif (bâtiments, fosses et épandage).

https://data-atmo-hdf.opendata.arcgis.com/datasets/ind-hdf-2021/data?geometry=-7.639%2C48.734%2C13.268%2C51.206&orderBy=code_zone&where=code_zone%20%3D%20%2759499%27
(choisir une commune dans le carré orange « code_zone » avec le code commune.

S'ajoutent aux points précédents le risques de zoonoses, le développement de l'antibiorésistance et la souffrance des animaux dans ces élevages.

En France, et particulièrement dans notre région, l'opposition à l'élevage industriel croît et s'organise. Nos concitoyens et un certain nombres d'élus ne veulent plus que ce modèle perdure et se développe.

Pour toutes ces raisons, je vous demande donc, Monsieur le Préfet des Hauts-de-France, de vous opposer à l'enregistrement du projet d'élevage avicole de la SARL DESMYTTERE tel qu'il est présenté.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet des Hauts-de-France, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

Le 28 janvier 2021 à Lille,
Simon COUTEL